

CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

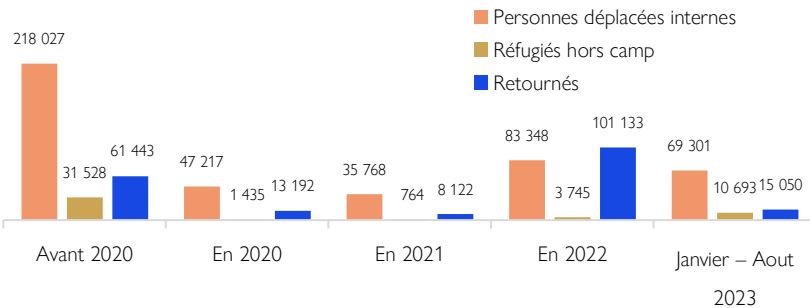
Ce tableau de bord présente un bref aperçu de la situation de déplacement ainsi que les besoins humanitaires.

Depuis 2014, le Cameroun est l'objet d'attaques perpétrées par des groupes armés. Les attaques et les menaces récurrentes continuent de provoquer des déplacements de populations vivant dans la région de l'Extrême-Nord. Du fait de sa situation géographique et culturelle, et notamment sa proximité avec le Nigéria et le Tchad, la région a subi des dégâts matériels et humains importants.

En réponse, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) déploie, depuis novembre 2015, la Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix- DTM, en anglais*), un outil qui collecte des données sur les tendances de déplacement ainsi que les besoins humanitaires multisectoriels des personnes affectées par les crises. Ces informations sont analysées et partagées avec la communauté humanitaire afin d'orienter les programmes de réponse ou des évaluations sectorielles plus approfondies.

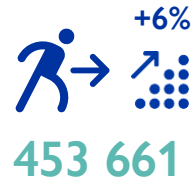
La collecte de données a été conduite entre le 18 et le 29 août 2023 auprès de 5 801 ménages dans les six départements (Diamaré, Logone-Et-Chari, Mayo-Danay, Mayo-Kani, Mayo Sava et Mayo-Tsanaga) de la région de l'Extrême-Nord suivant un questionnaire élaboré par l'OIM, OCHA et les différents secteurs, l'aperçu des besoins a été obtenu à la suite des analyses des données conjointes faite avec les chefs de file de chaque secteur.

Distribution des déplacements par catégories de personnes déplacées et par période dans la région de l'Extrême-Nord



APERÇU DES DÉPLACEMENTS

Individus déplacés internes



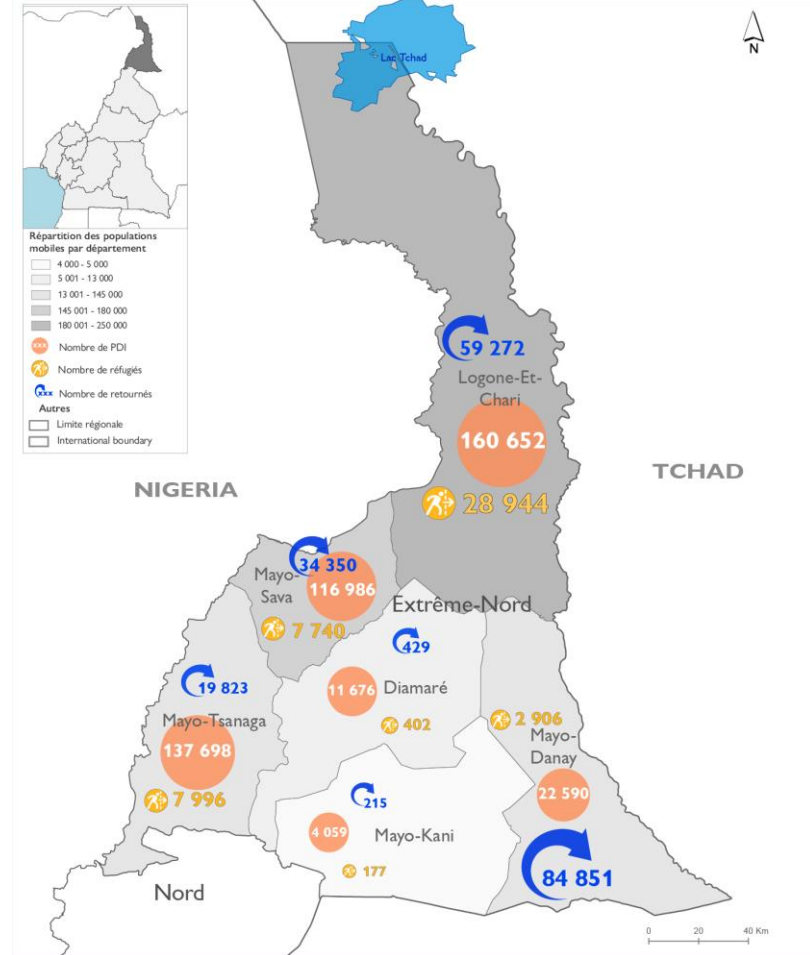
Individus retournés



Individus réfugiés hors du camp de Minawao



Répartition des populations mobiles par département



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.



Besoins prioritaires

Au cours de ce round, l'OIM, en étroite collaboration avec OCHA et les acteurs humanitaires, a déployé son outil d'évaluation multisectorielle des besoins (*Multi-Sectoral Needs Assessment*, en anglais) pour collecter les besoins humanitaires dans les secteurs d'Abris et articles non alimentaires, Sécurité alimentaire, Nutrition, Protection, Moyens de subsistance, Santé, Éducation, Eau hygiène et assainissement, ainsi que l'accès à l'assistance humanitaire, la Sécurité et la redevabilité au niveau des localités / sites accueillant les populations.

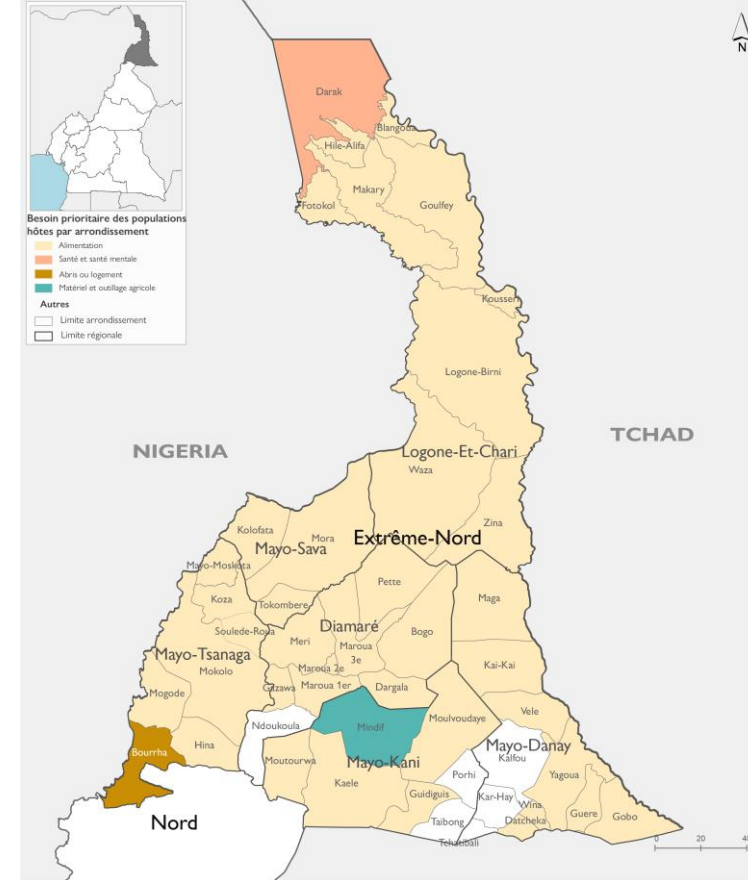
Ce tableau de bord ne reprend que les graphiques essentiels de l'analyse de chaque secteur. Afin de permettre une meilleure utilisation et exploitation de ce travail, la base de données est disponible et téléchargeable sur le site internet de l'OIM (<https://dtm.iom.int/datasets>)

Besoins prioritaires



SP*: Sécurité des personnes; LTP*: Accès physique à la terre agricole; AME*: Vêtements et biens non alimentaires; MAT*: Matériel et outillage agricole; EDU*: Éducation

Besoins prioritaires des populations par arrondissement



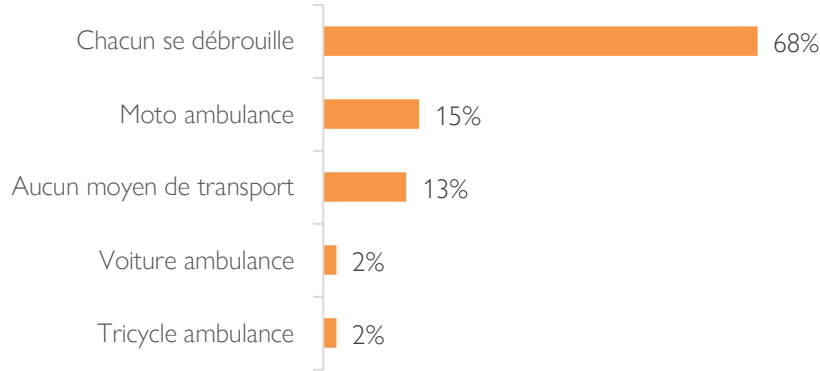
Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.





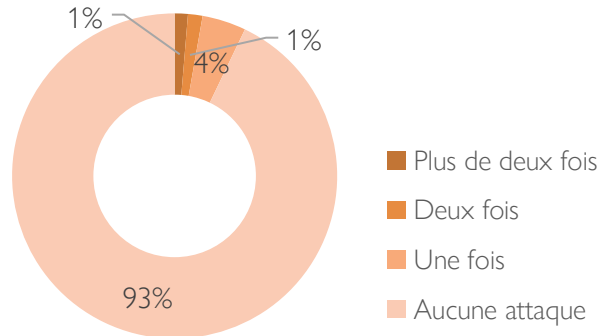
Santé

Moyens de transport disponibles pour rejoindre la formation sanitaire la plus proche en cas d'urgence.



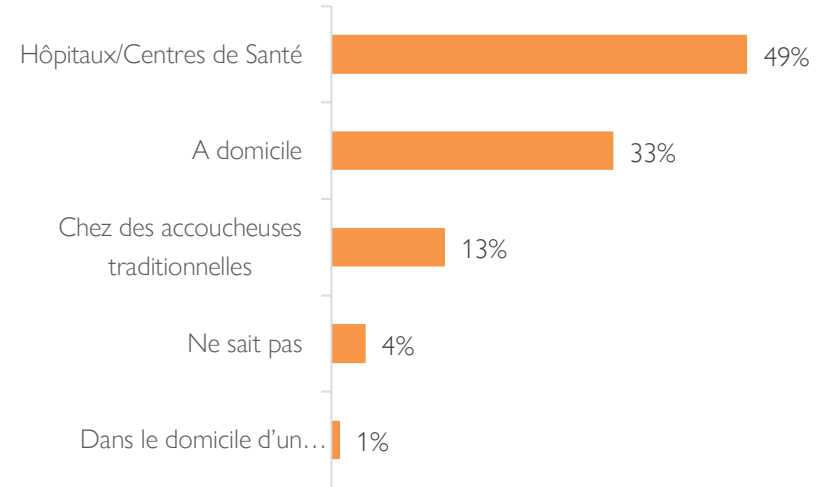
Soixante-huit pour cent des personnes enquêtées se débrouillent pour rejoindre la formation sanitaire la plus proche en cas d'urgence. Ceci démontre combien il est difficile de sauver les vies en cas d'urgence quand on sait que 75 pour cent des personnes vont à pied et 82 pour cent font plus de 15 minutes pour rejoindre le centre de santé.

Attaque contre les services de santé depuis les quatre derniers mois



Lieu d'accouchement pour la femme(s) enceinte(s)

Quarante-neuf pour cent des femmes accouchent dans une formation sanitaire contre 33 pour cent qui le font à domicile. Ce qui est encore très loin de l'objectif de 100 pour cent qui devraient accoucher dans une formation sanitaire, assistées par un personnel qualifié.

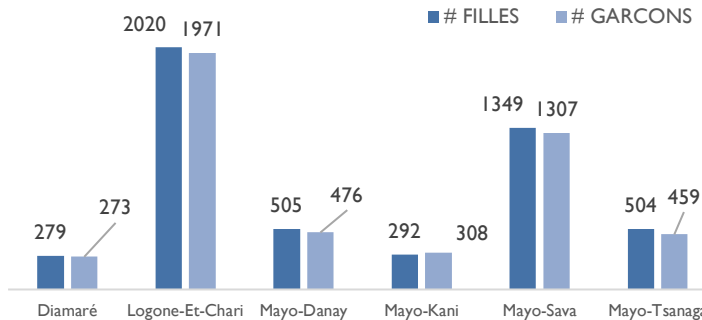
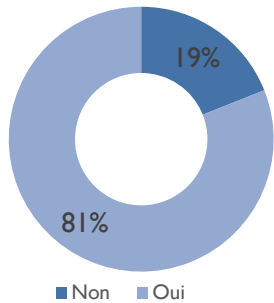


Si au cours des 4 derniers mois précédents l'enquête 93 pour cent des personnes interrogées n'ont reconnu aucune attaque de formation sanitaire, 4 pour cent l'ont une fois reconnue et seulement 1 pour cent deux fois et plus. Ceci suggère que les formations sanitaires n'ont pas été une cible de choix des attaques des groupes armés non étatiques. Cependant, on a noté une augmentation des attaques des formations sanitaires au mois de septembre 2023 soit 4 fois en un mois.


Education 1/2

Importante et droit à l'éducation pour les enfants.

Nombre d'enfants âge scolaire dans le ménage ne vont pas à l'école par départements

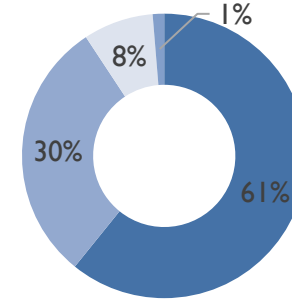


De manière générale, une large majorité des communautés consultées (81%), reconnaissent l'éducation comme un droit pour tout enfant, et conviennent de l'importance pour chaque enfant, à accéder à un service éducatif de qualité. Cette tendance demeure constante, indépendamment du statut des intervenants mobilisés.

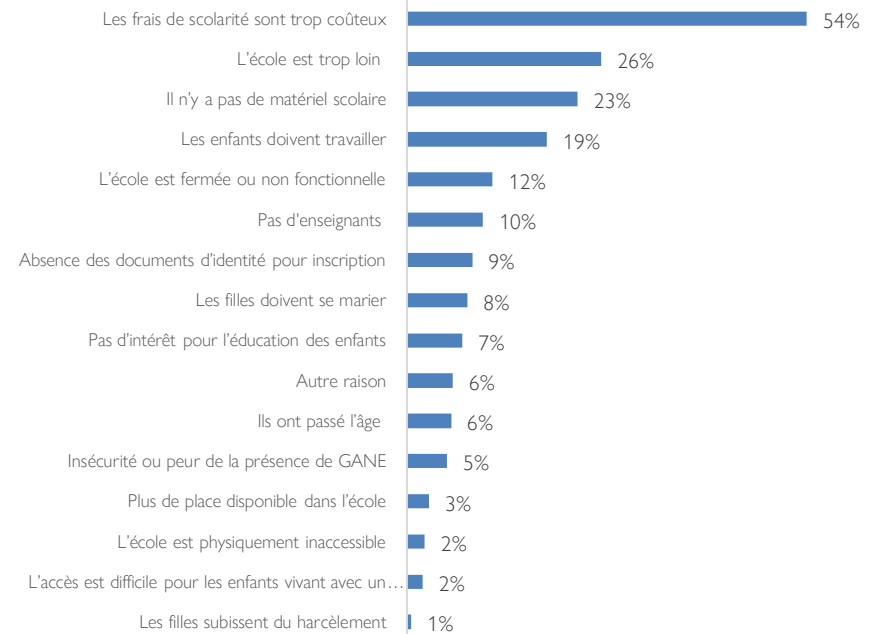
En utilisant les chiffres des personnes mobile (MT round 27), l'enquête a couvert un total de 24,857 enfants en âge scolaire (soit âgés entre 03 et 17 ans) parmi lesquels 12,058 filles (49% du total). A l'échelle de la région, on estime d'après les retours des personnes consultées, qu'environ 9,743 enfants, soit 39% du total recensé, ne participent actuellement à aucune activité éducative formelle. En proportion relative par rapport au sexe de l'enfant considéré, on remarque que cette situation concerne 37% des garçons, contre 41% des filles.

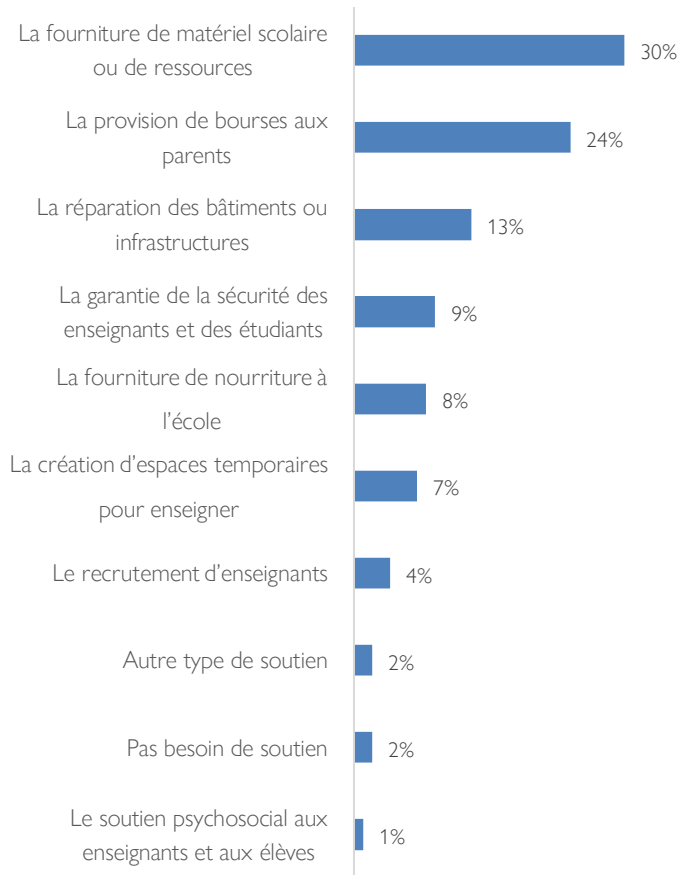
Cette tendance confirme l'impact de la non-scolarisation majoritairement sur les filles, quand on voit qu'environ une fille sur deux de l'échantillon considéré, est en dehors de l'école. Au niveau départemental, on note que le Mayo-Tsanaga est le moins touché par le phénomène de la non-scolarisation, avec seulement 16% des enfants en âge scolaire en dehors de l'école. La tendance est contraire dans le Logone-et-Chari, où jusqu'à 86% des enfants en âge scolaire identifiés, ne participent à aucune activité éducative. Le détail par sexe est de respectivement 85% pour les garçons et 87% pour les filles.

Montant moyen pour assumer les charges en lien avec l'éducation par enfant



- Moins de 25 000 XAF
- 25 000 XAF – 50 000 XAF
- 50 000 XAF – 100 000 XAF
- Plus de 100 000 XAF

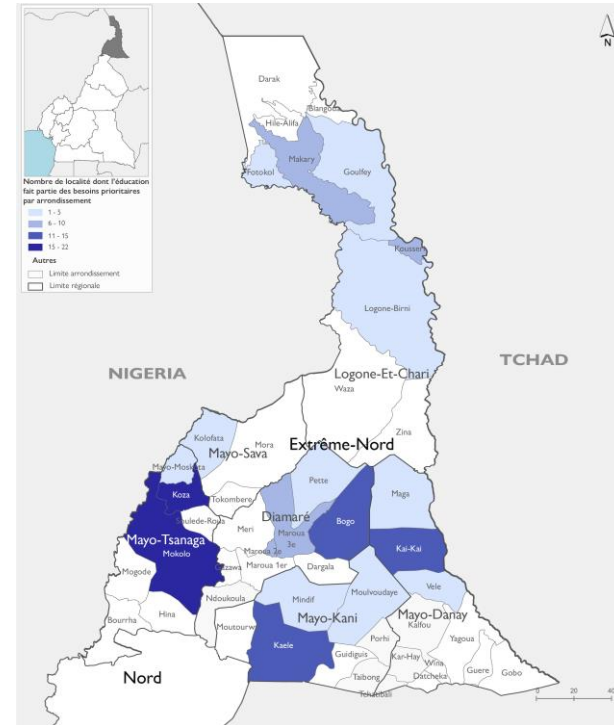
Principaux goulots à l'éducation



Education 2/2
Réponse aux besoins d'éducation


Dans l'ensemble, environ 09 chefs de ménage sur 10 interrogés, déclarent dépenser une somme inférieure ou égale à 50,000 FCFA chaque année, afin d'accéder aux services d'éducation pour leurs enfants. Cette proportion est indépendante du statut de l'enquête, notamment qu'il appartienne à la communauté hôte, déplacée, réfugiée ou retournée. Ce qui laisse supposer que les personnes en mouvement, sont soumises aux mêmes conditions économiques d'accès que les membres des communautés hôtes. L'argument économique constitue certainement une barrière, quand on sait qu'environ 74 pour cent des personnes vivant à l'Extrême-Nord sont en dessous du seuil de pauvreté (INS, 2014) et considérant la vulnérabilité plus accrue des personnes affectées.

De manière congruente, un chef de ménage consulté sur deux, relève justement les motivations économiques comme premiers facteurs d'exclusion scolaire : les frais de scolarité élevés, l'absence de matériel scolaire et l'occupation des enfants aux petits métiers (respectivement 54%, 23% et 19% des occurrences). Les autres goulots tiennent à l'insuffisance de l'offre de services proposée : l'éloignement de l'école des domiciles (26%), la fermeture des écoles à proximité (12%) et l'absence d'enseignants (10%). Les derniers facteurs les plus significatifs sont liés aux questions de protection : ces enfants n'ont pas les documents d'identité nécessaires pour s'inscrire (9%), le mariage d'enfant pour les filles (8%) et le faible intérêt pour leur éducation (7%).

Pour les informateurs clés consultés, les soutiens urgemment nécessités se rapportent à l'appui à la demande d'éducation et le support à la prestation d'un environnement d'apprentissage protecteur. Afin de stimuler la demande parmi les populations affectées, il faudrait investir dans : La fourniture de matériel scolaire ou de ressources d'enseignement et d'apprentissage (30%) et la provision de bourses aux parents pour les dépenses d'éducation (24%). Pour améliorer l'offre de services, les bénéficiaires sollicitent : La réparation des bâtiments ou infrastructures endommagés (13%), le recrutement des enseignants et leur sécurisation y compris celle des étudiants (13%), l'alimentation scolaire (8%) et la création d'espaces temporaires pour enseigner (7%).

Arrondissements avec des localités où l'éducation fait partie des besoins prioritaires par arrondissement


Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

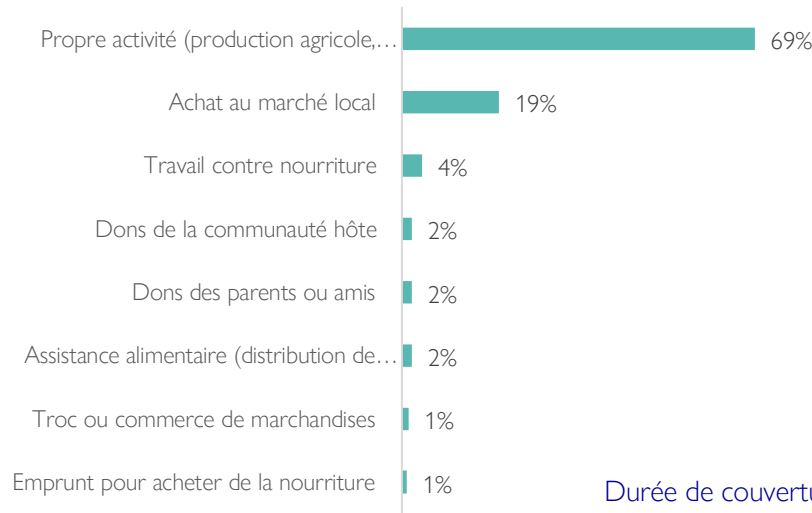


Sécurité alimentaire

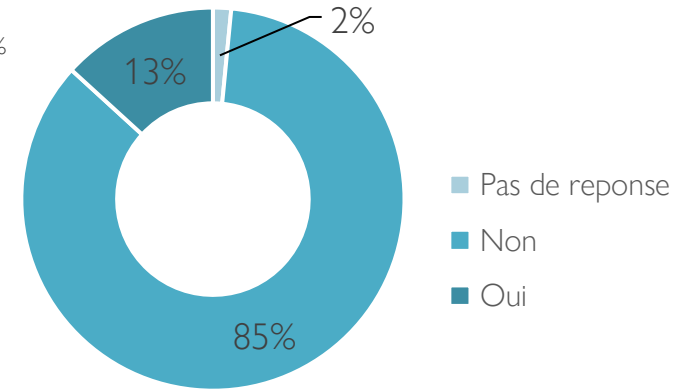
Les Principales sources d'alimentation des ménages

Les trois principales sources d'aliments des ménages sont la propre activité (69%), l'achat au marché local (19%), le travail contre nourriture (4%) et on note que la majorité des ménages interrogés consomment les aliments les moins chers comme stratégie d'adaptation, ce qui représente 88 pour cent.

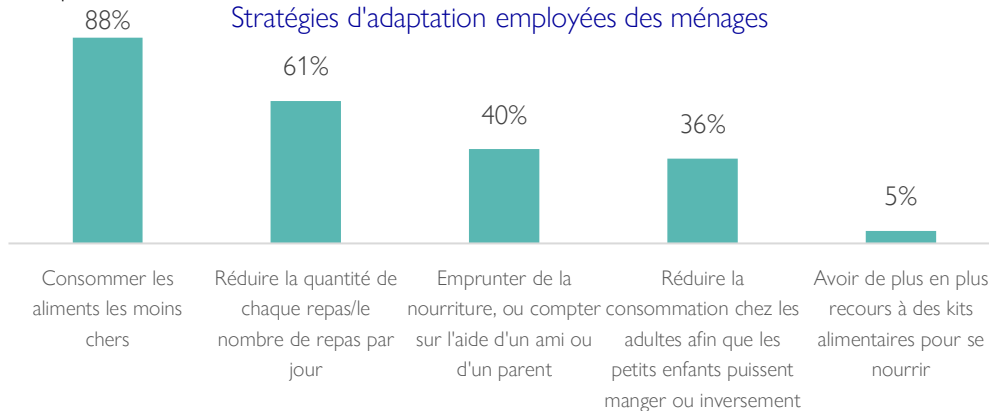
De manière générale, le niveau du stock de produits alimentaires est insuffisant dans tous les départements, car la majorité de ménages ne dispose même pas de stock soient 85 pour cent et plus de la moitié des ménages (58%) ayant un stock qui a une durée de moins d'un mois pour ce stock



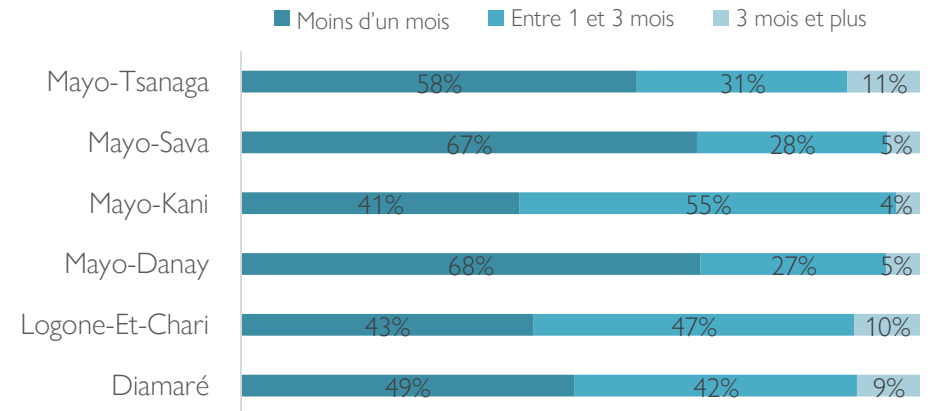
Disponibilités du stock de produits alimentaires des ménages



Stratégies d'adaptation employées des ménages



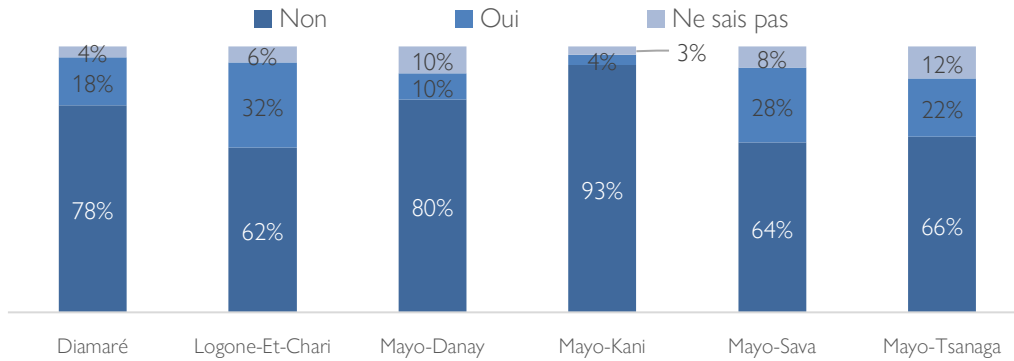
Durée de couverture pour les stocks de produits alimentaires par départements



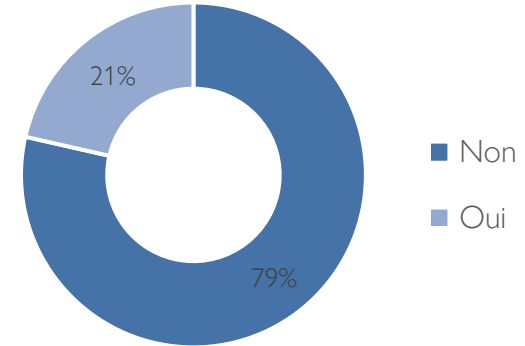


Nutrition

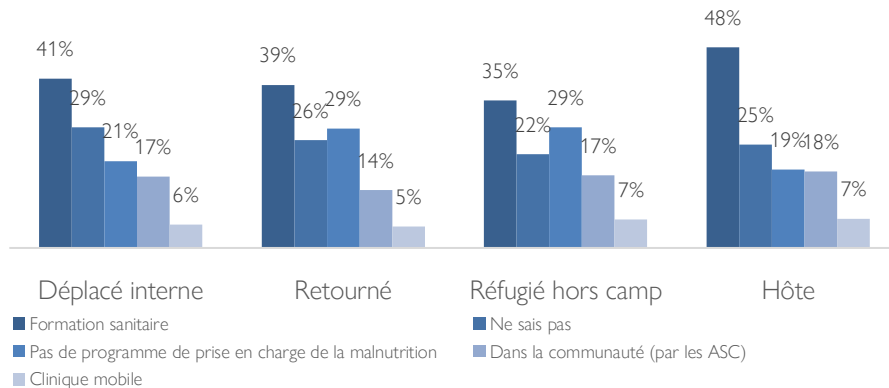
Présence de personnes ou organisations/ associations pour dépistage de la malnutrition chez les enfants



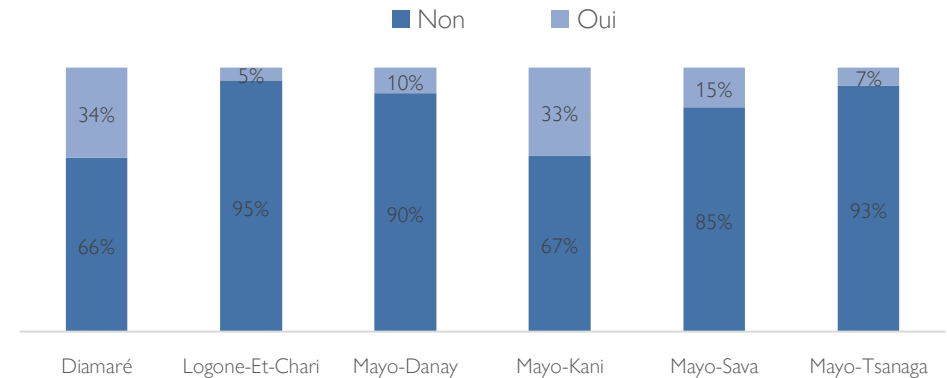
Difficultés avec l'allaitement maternelle



Accessibilités aux services de traitement de la malnutrition suivants (Prise en charge de la Malnutrition Aigüe Sévère ; à l'aide d'ATPE/plumpynut)



Existence des espaces sûrs pour les mères et gardiens d'enfants, comme vous, pour allaiter et nourrir leurs enfants dans les sites spontanés.





DTM

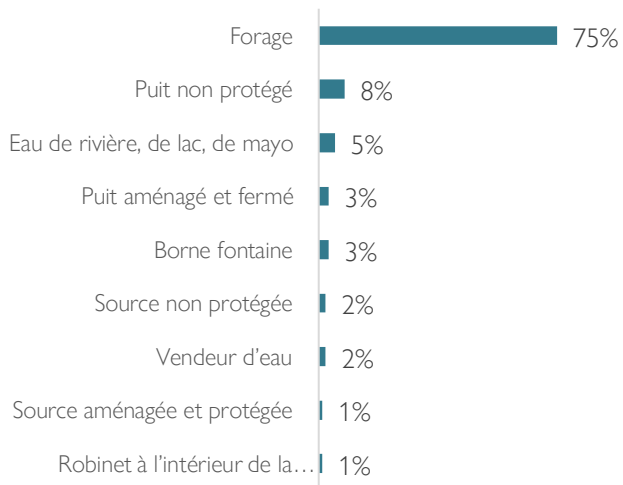


Eau, hygiène et assainissement (EHA)

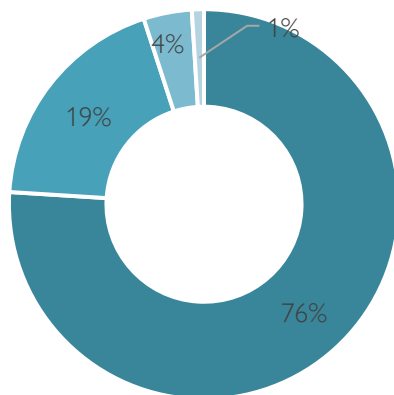
APERÇU DES DEPLACEMENTS ET DES BESOINS HUMANITAIRES

Difficultés des ménages liées à l'accès à l'eau

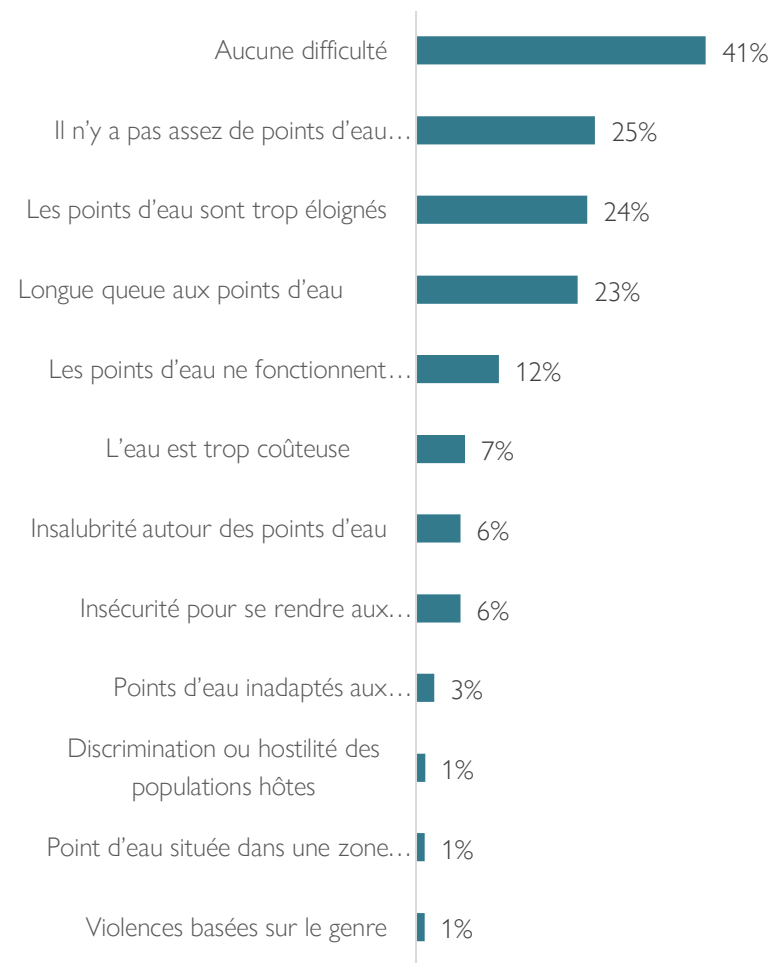
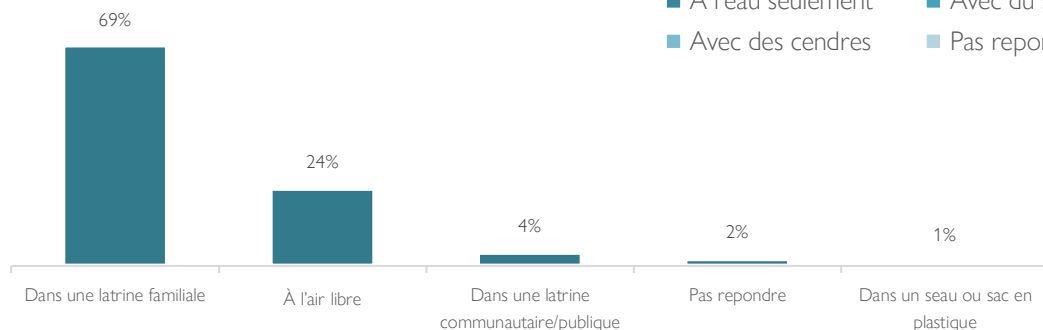
Principales sources d'eau potable



Produits couramment utilisés pour le lavage des mains



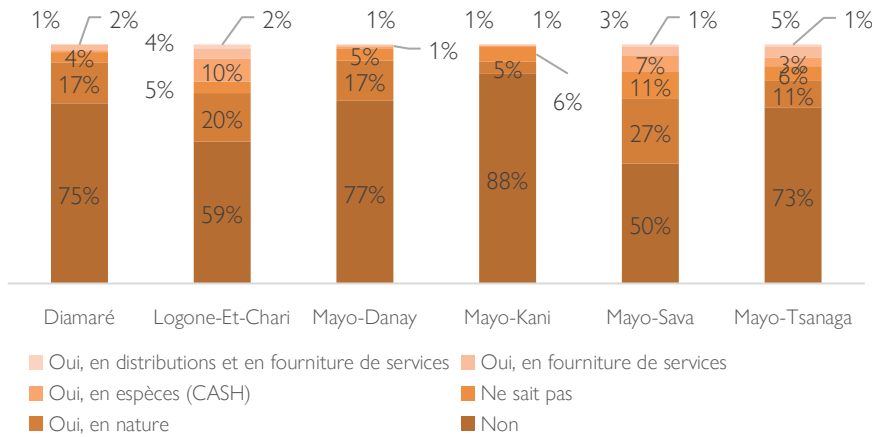
Principal lieu de défécation des individus du ménages



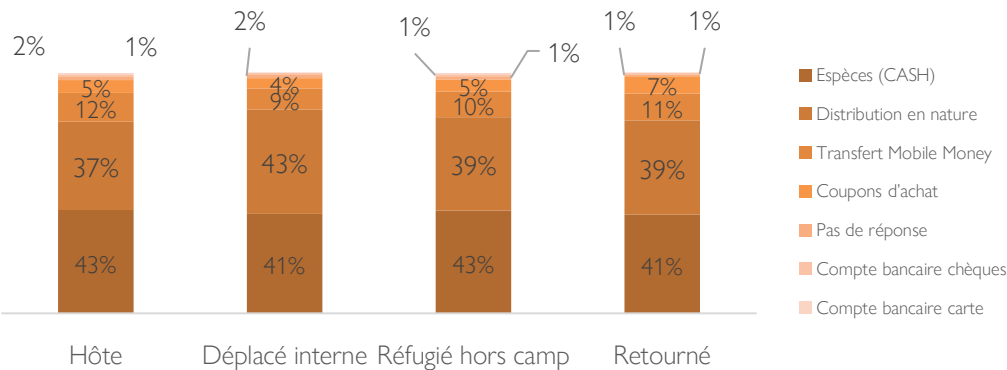


Accès à l'assistance humanitaire

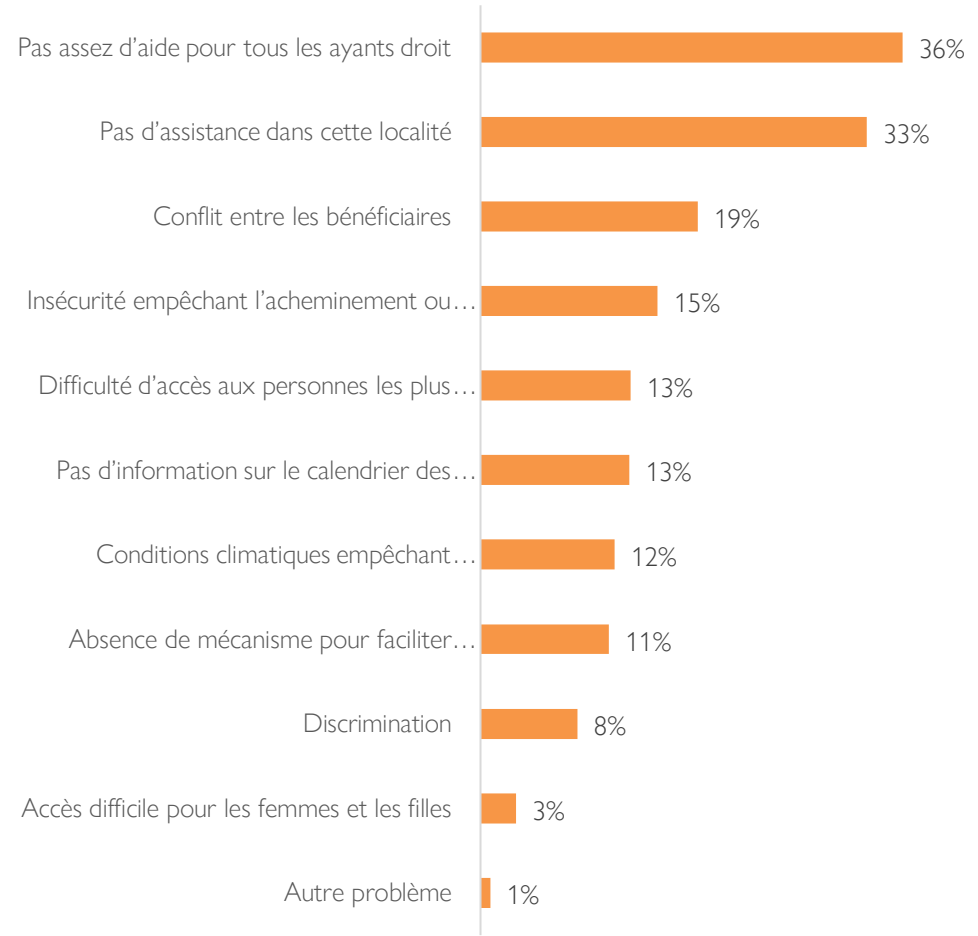
Assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois et sous quelle forme



Modalité de préférence pour les ménages de recevoir de l'assistance



Problèmes affectant la disponibilité ou l'accès à l'assistance humanitaire



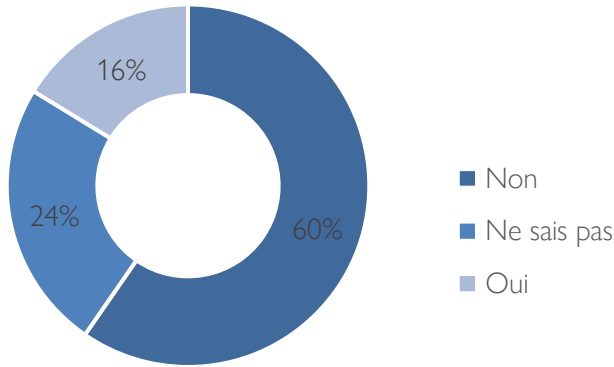


DTM

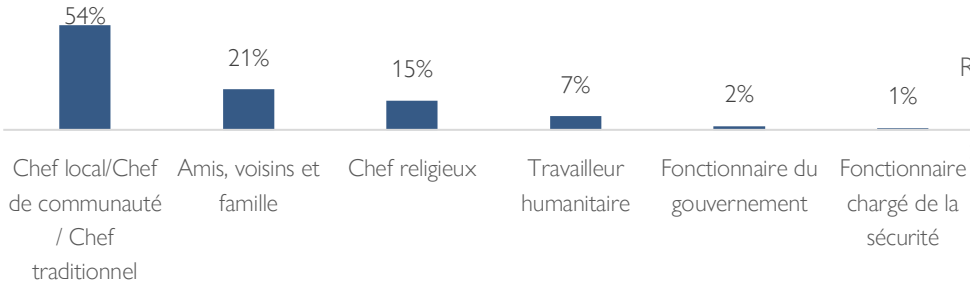


PEAS et Redevabilité Envers les Populations Affectées (AAP)

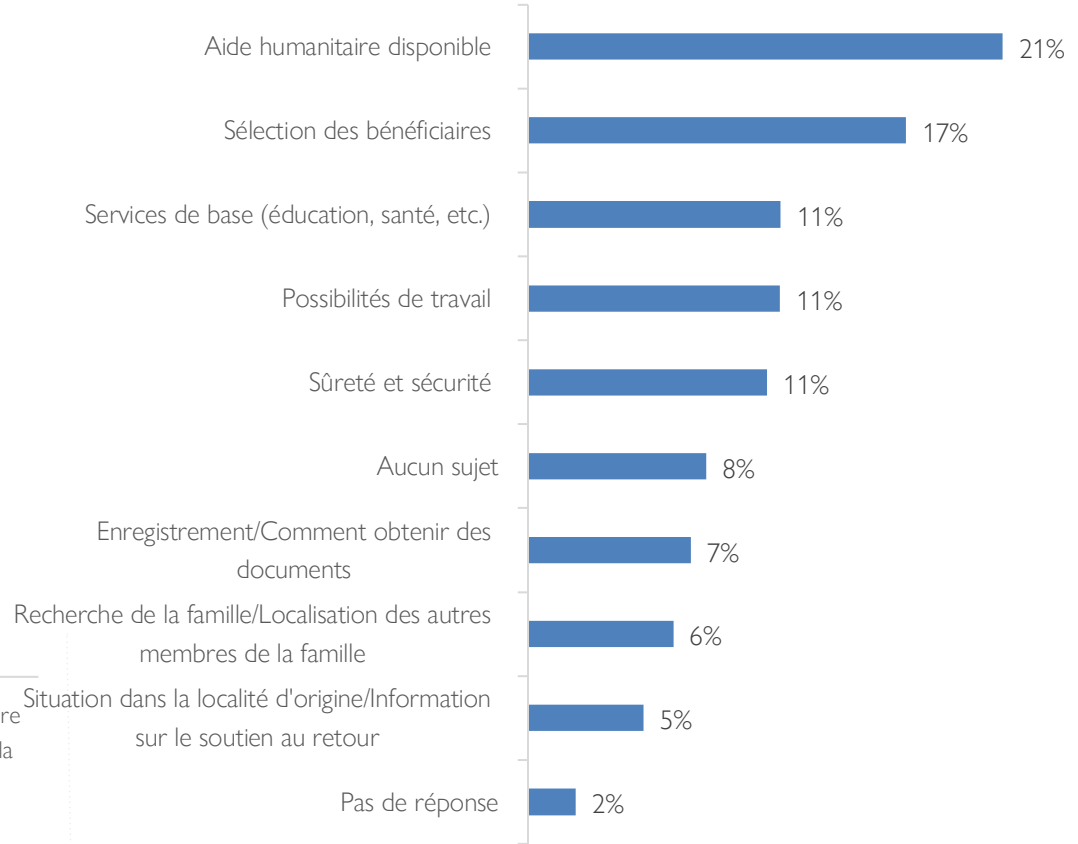
Existence d'un système/mécanisme/point focal que la communauté utilise pour se plaindre



Les principales sources d'information la plus fiable pour les ménages



Les principaux sujets sur lesquels les ménages demandent des informations

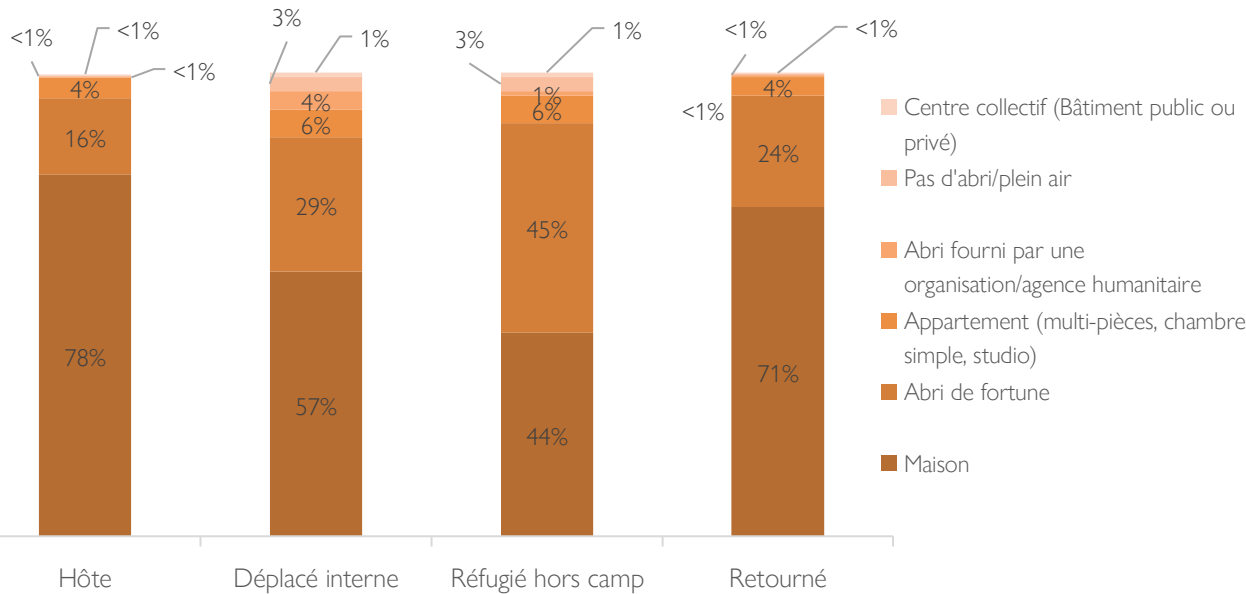




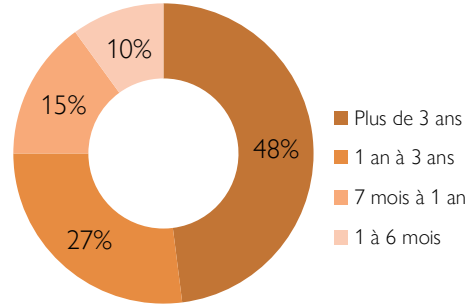
Abris / articles non alimentaire

La situation en termes d'abris reste préoccupante pour les ménages interrogés et apparaît comme étant le second besoin au regard des besoins prioritaires cartographiés. Ceci s'explique par l'augmentation des populations mobiles au cours de ces 6 derniers mois et d'autre part, l'on note que plusieurs ménages mobiles résident dans les abris de fortune soit 45 pour cent pour les réfugiés hors camp, 29 pour cent pour les déplacés internes et 24 pour cent pour les retournés.

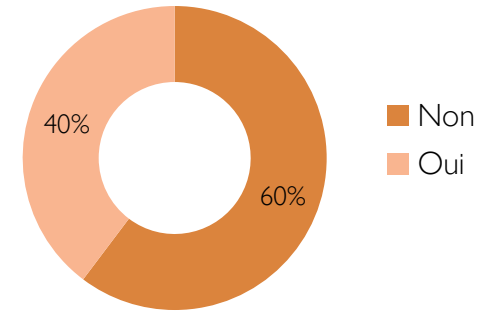
Type d'abri



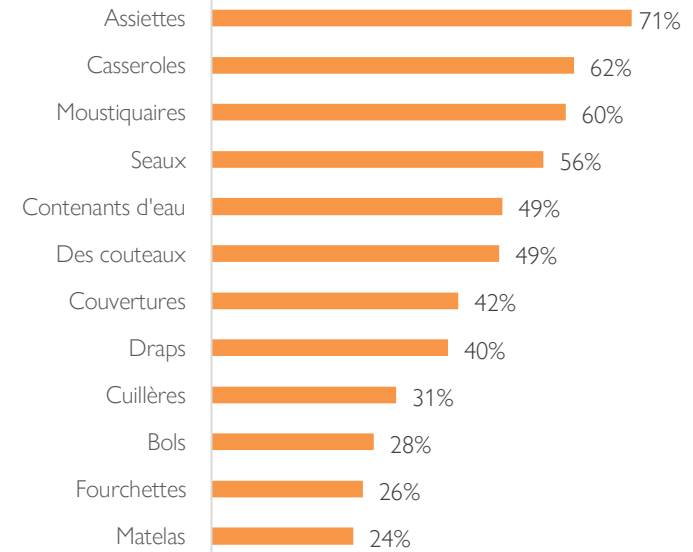
Depuis quand vivez-vous dans votre abri actuel ?



Dommmages des abris actuels



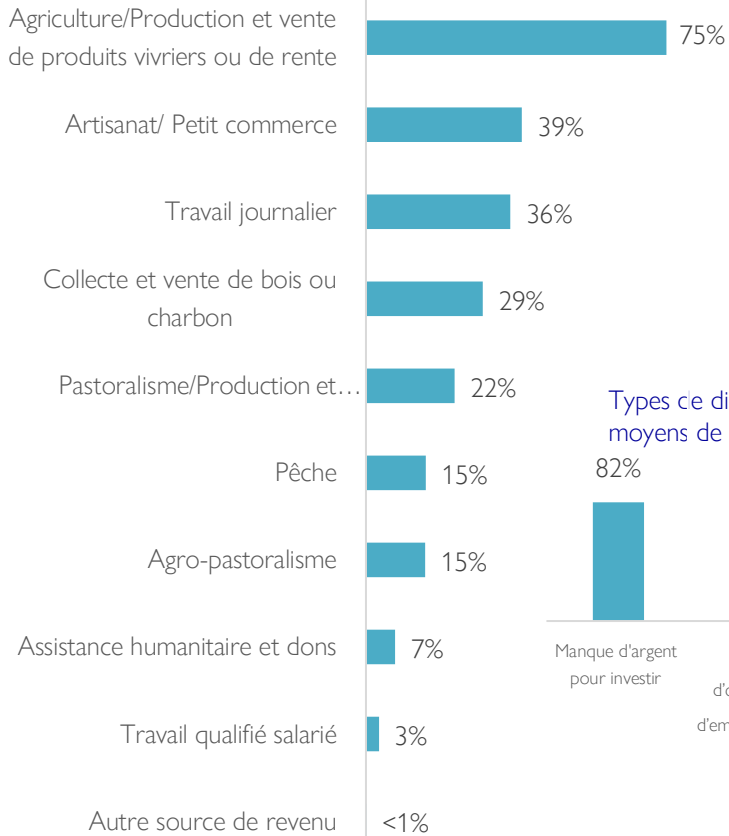
Articles ménagers essentiels présents dans les ménages



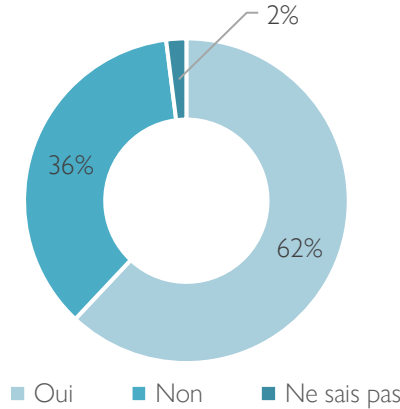


Moyens de subsistance

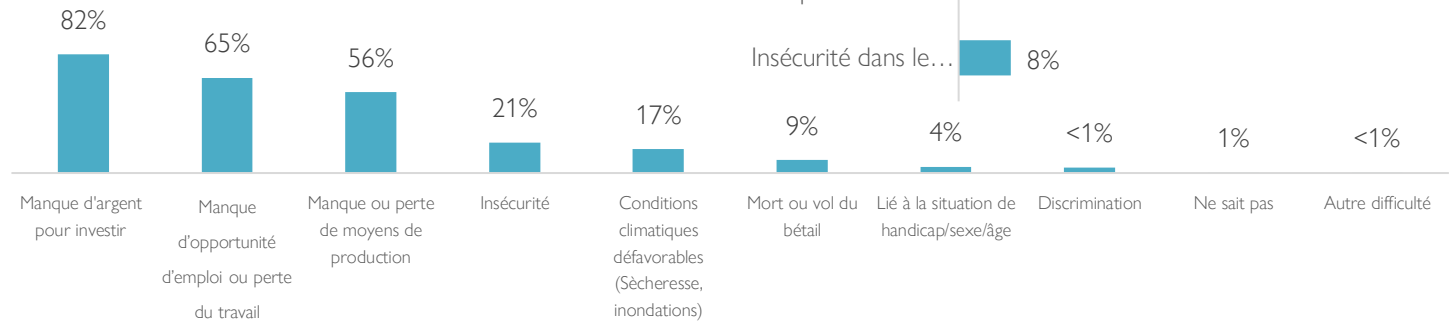
Principales sources de revenus de subsistance ou des activités économiques



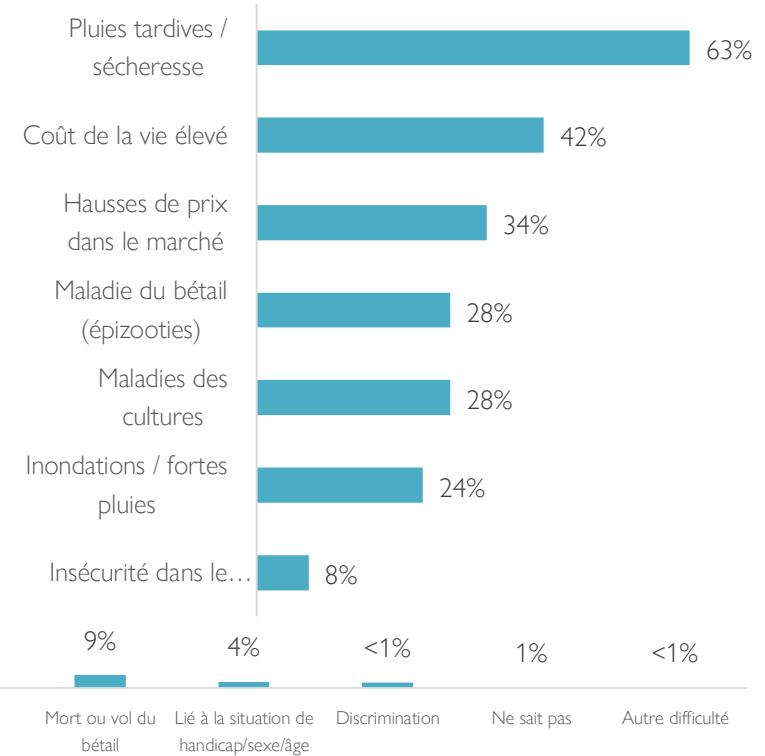
Accès aux champs/exploitation agricoles



Types de difficultés rencontrées pour accéder à des moyens de subsistance ou des activités économiques.



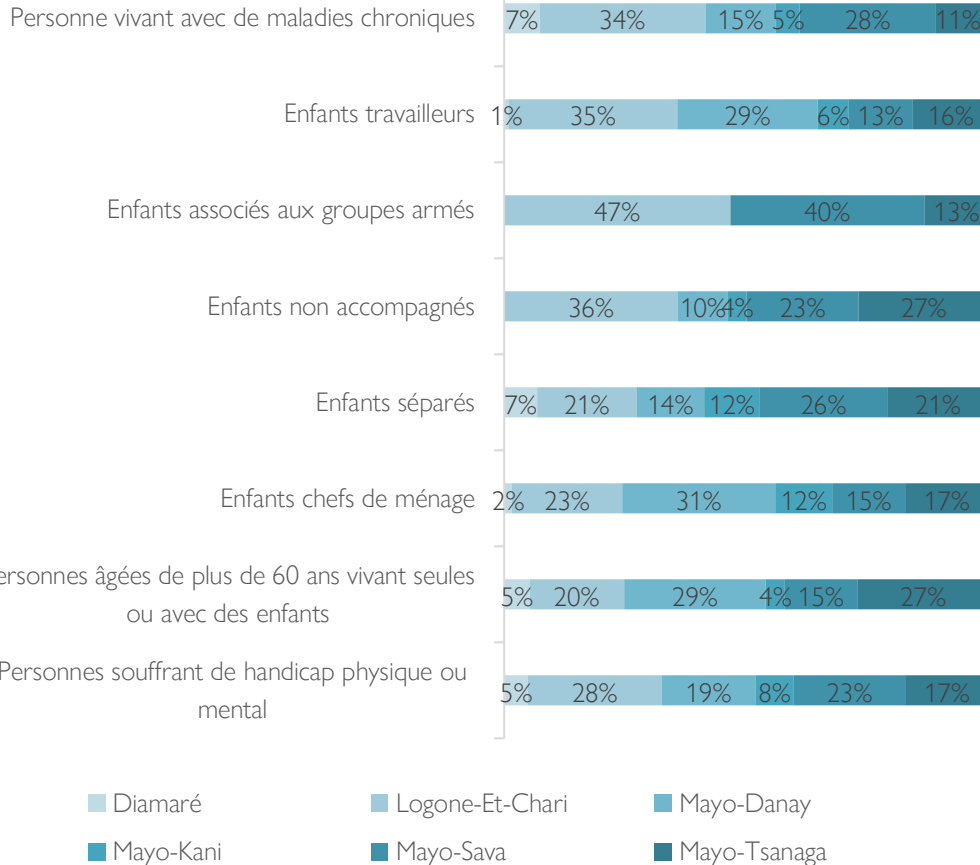
Les principaux chocs qui affectent le plus la capacité des ménages à produire ou à acheter suffisamment de nourriture pour subvenir à aux besoins



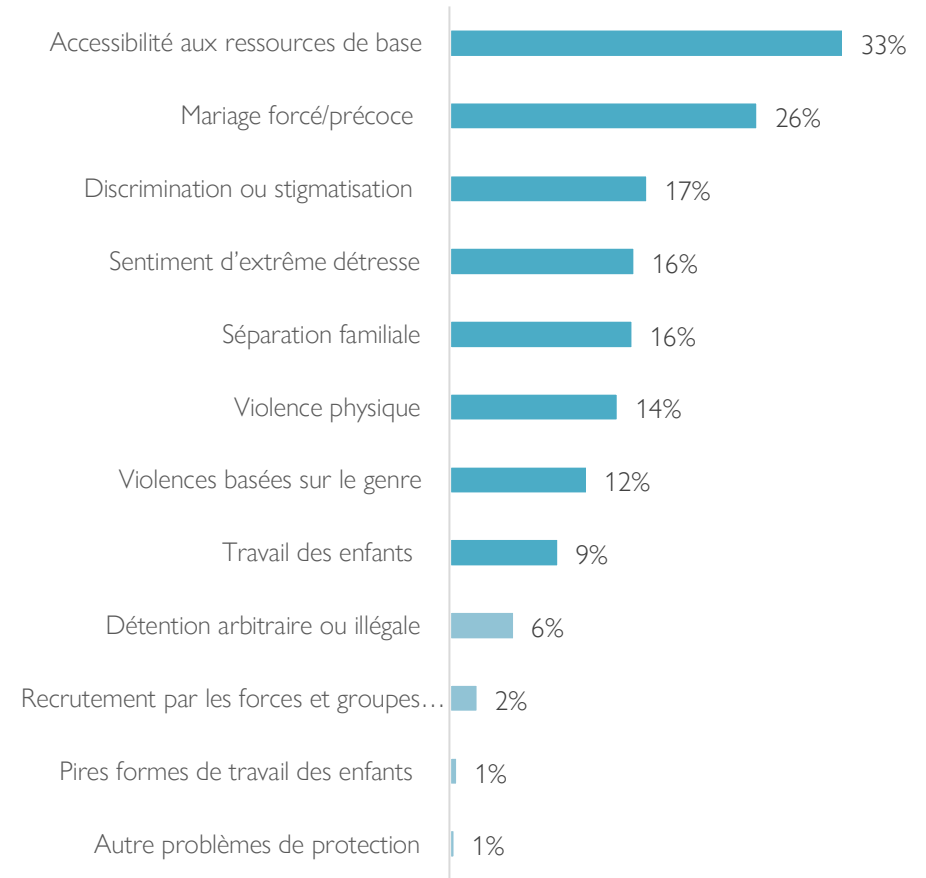


Protection I/2

Personnes vulnérables par départements



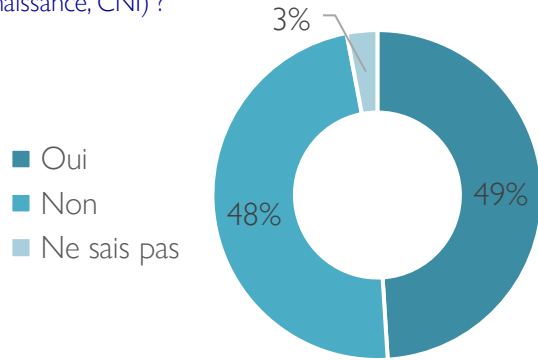
Les principaux problèmes de protection auxquels font face les personnes



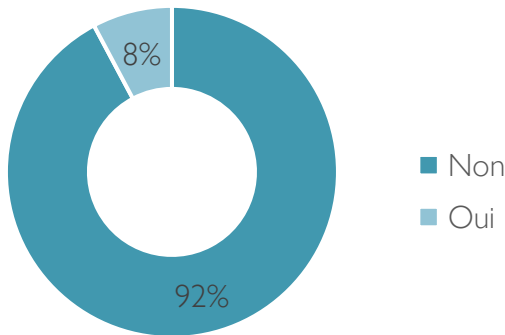


Protection 2/2

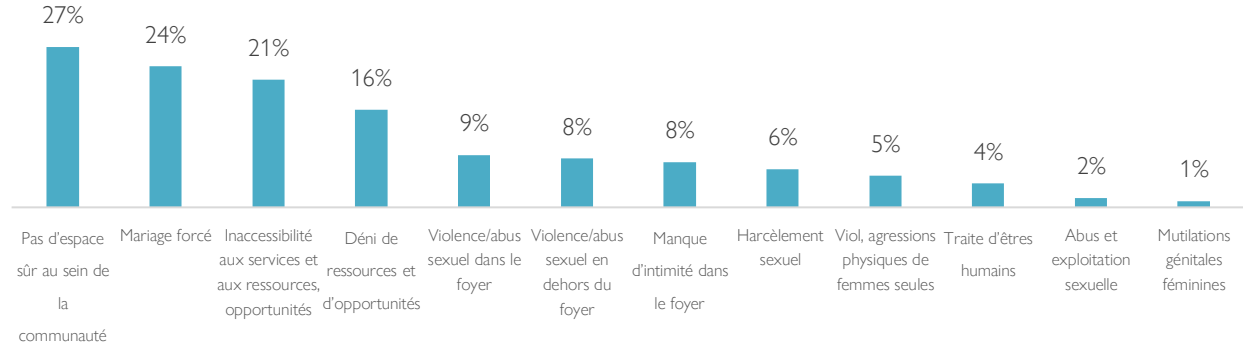
La majorité des MEMBRES/PERSONNES de votre MENAGE disposent-ils de la documentation civile légale (actes de naissance, CNI) ?



Les personnes en situation de handicap de votre ménage disposent-elle d'une carte d'invalidité délivrée par les services compétents ?



Les problèmes de protection touchant particulièrement les femmes et/ou les filles



La situation foncière du ménage

